

RAPPORT ANNUEL MISSION HAÏTI 2022



RAPPORT ANNUEL

MISSION HAÏTI

2022



Rue E Pierre - Tabarre 27 | Port-au-Prince, HAÏTI

<https://haiti.iom.int> |    @IOMHaiti

© 2022 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

TABLE DES MATIERES

ACRONYMES	4
1. INTRODUCTION	6
2. L'OIM EN HAÏTI	9
2.1. Activités d'urgence	13
2.2. Protection	17
2.3. Préparation aux catastrophes	21
2.4. Accompagnement pour l'obtention de visa	23
2.5. Gestion des frontières	24
2.6. Engagement de la diaspora	25
3. PERSPECTIVES 2023	26
4. PARTENAIRES	27

ACRONYMES

AVRR	Assisted Voluntary Return and Reintegration
BAVC	Brazil Visa Application Centre
BBS	Build Back Safer
BINUH	Bureau intégré des Nations Unies en Haïti
BLTS	Bureau de Lutte contre le Trafic de Stupéfiants
BRC	Border Resources Centre
CAVB	Brazil Visa Application Centre
CAVC	Chilean Visa Application Centre
CCCM	Camp Coordination and Camp Management
CERF	Central Emergency Response Fund
CESFRONT	Cuerpo Especial de Seguridad Fronteriza
CNIGS	Centre National d'Information Géospatiale
CNLTP	Comité National de Lutte contre la Traite des Personnes
CT	Counter-Trafficking
DMU	Data Management Unit
DGPC	Direction Générale de la Protection Civile
DRR	Disaster Risk Reduction
DR	Dominican Republic
DTM	Displacement Tracking Matrix
ECHO	European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations
EU	European Union
GBV	Gender Based Violence
GCM	Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration
GoH	Government of Haiti
HDI	Human Development Index
IBESR	Institut du Bien-Être Social et de Recherches
IcSP	Instrument contributing to Stability and Peace
IDPs	Internally Displaced Persons
IHSI	Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique
INL	Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs

IOM	International Organization for Migration
MAST	Ministère des Affaires Sociales et du Travail
MCOF	Migration Crisis Operational Framework
MHAVE	Ministère des Haïtiens Vivant à l'Étranger
MIDAS	Migration Information and Data Analysis System
MINUSTAH	United Nations Stabilization Mission in Haiti
MPI	Migration Policy Institute
MTPTC	Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications
NFI	Non-Food Items
OCHA	United Nations Office for Coordination of Humanitarian Affairs
ONM	Office National de la Migration
PaP	Port-au-Prince
PNH	Police Nationale d'Haïti
POLIFRONT	Haitian Border Police
PSOP	Peace and Stabilization Operations Program
SGBV	Sexual and Gender Based Violence
SoP	Standard Operating Procedures
ToT	Training for Trainers
UCLBP	Unité de Construction de Logements et de Bâtiments Publics
UNCT	United Nations Country Team
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework
UNDP	United Nations Development Programme
UNFPA	United Nations Population Fund
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees
UNICEF	United Nations Children's Emergency Fund
VACs	Visa Application Centers
VoT	Victim of Trafficking
WFP	World Food Program
WG	Working Group
ZMPP	Zone Métropolitaine de Port-au-Prince

1. INTRODUCTION

A cause de sa position géographique, Haïti est exposé à des désastres naturels, y compris des tremblements de terre et des ouragans, causant des inondations et glissements de terrain et détruisant certaines infrastructures et cultures agricoles. De plus, les tremblements de terres dévastateurs en 2010 et en 2021 ont entraîné des déplacements massifs au Sud et dans la capitale du pays et ont renforcé l'urbanisation de la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPP). Selon la Banque mondiale, le pays est ainsi classifié parmi les pays les plus vulnérables au monde¹.

Le pays traverse également une crise politique aiguë depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse en juillet 2021. Cette fragilité prolongée a permis à certaines coalitions de gangs violents de prendre le contrôle d'une grande partie de la capitale, paralysant l'économie du pays. L'année 2022 a été marquée par des niveaux accrus de violence due aux gangs, notamment des kidnappings, fusillades, et assassinats. En septembre 2022, la prise des infrastructures pétrolières par certains gangs et les troubles civils liés aux manifestations antigouvernementales ont entraîné le verrouillage complet du pays, entravant de manière significative le travail des acteurs humanitaires.

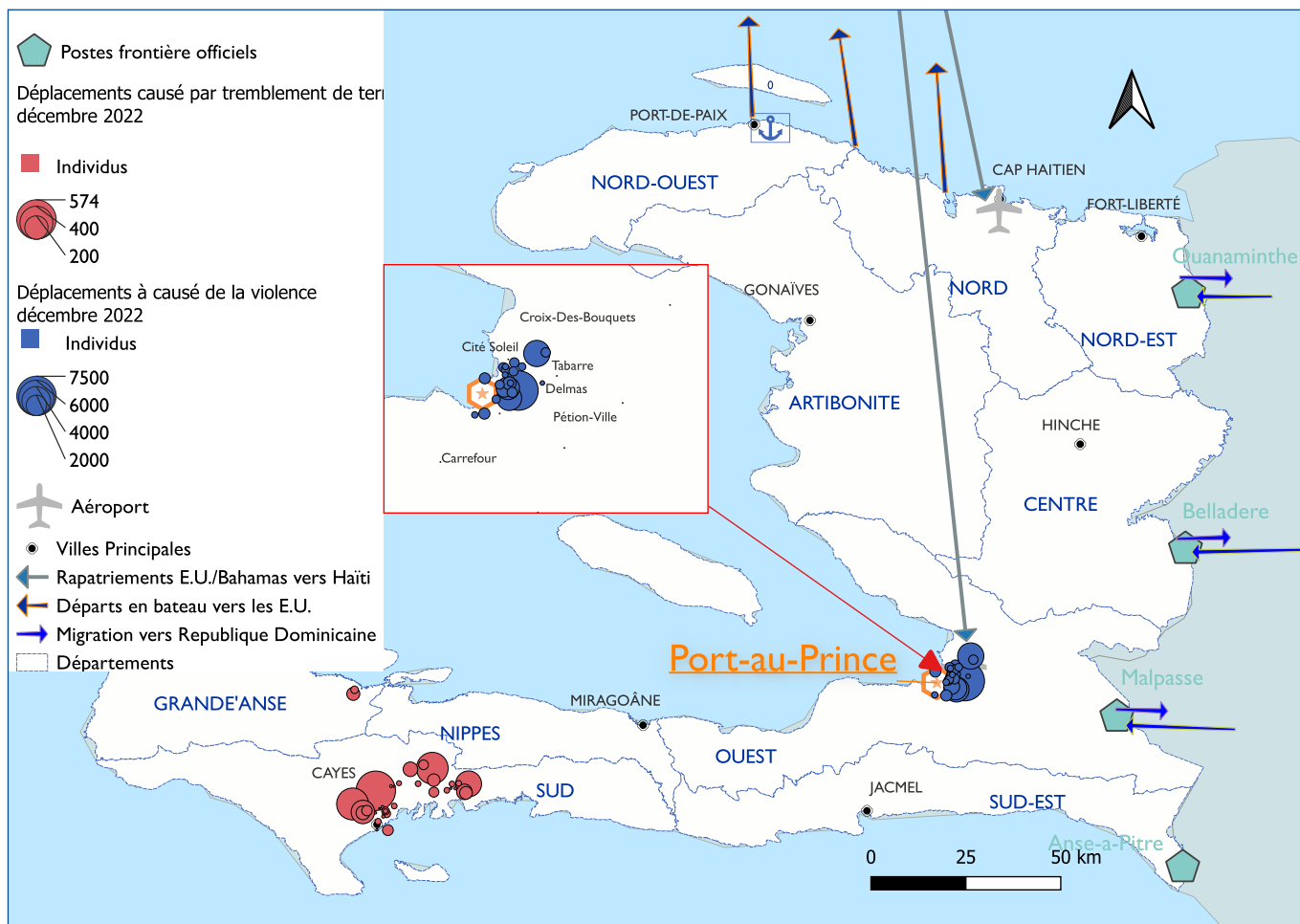
Depuis le vingtième siècle, Haïti est un pays de départs de migrants. Aujourd'hui, environ 1,6 million d'Haïtiens vivent en dehors du pays². Des larges diasporas existent au Canada et aux États-Unis. Les troubles socio-politiques, la situation sécuritaire en rapide détérioration et le manque d'opportunités économiques ont conduit à une hausse des flux migratoires irréguliers en provenance de Haïti. Depuis 2021, le pays a également constaté une augmentation des rapatriements depuis certains pays de la région tel les États-Unis, la République Dominicaine, le Mexique, Cuba, les Bahamas, et les îles des Turks et Caïques. En 2022, l'OIM a observé le rapatriement de 39 461 migrants aux aéroports, ports et postes de frontières terrestres.

Un peu moins de la moitié (43%) de ces migrants ont été rapatriés depuis la République Dominicaine et 38% depuis les États-Unis. Il faut tenir compte que l'OIM a commencé d'effectuer un suivi systématique des rapatriements de la République Dominicaine seulement en novembre 2022. Au niveau des rapatriements par avion, le nombre de migrants rapatriés a augmenté par 5% entre 2021 et 2022, de 18 678 à 19 557 personnes.



¹ Article: Haïti Présentation | [banquemondiale.org](https://www.banquemondiale.org)

² Article: Haïti's Painful Evolution from Promised. | [migrationpolicy.org](https://www.migrationpolicy.org)



Carte : Dynamiques migratoires en Haïti

L'autre dynamique migratoire notable concerne les déplacements internes. Les gangs, qui suivent une logique prédatrice, attaquent certains quartiers de Port-au-Prince afin d'élargir leur territoire, déclenchant ainsi la fuite des habitants qui se réfugient dans des zones plus sûres. Ainsi, à la fin de l'année 2022, la zone métropolitaine de Port-au-Prince comptait plus de 155 000 personnes déplacées internes (PDI). Pour tenter de rétablir une situation plus sûre pour les habitants, le Premier Ministre ainsi que le Secrétaire Général des Nations Unies ont sollicité les États Membres des Nations Unies dans le but de préparer une intervention armée pour réprimer l'activité des gangs. La carte ci-dessus illustre les principales dynamiques migratoires internes et internationales à l'œuvre en Haïti à la fin de l'année 2022.

De surcroit, la situation humanitaire a continué de se détériorer à la suite de la résurgence de cas de choléra, affectant également certains sites de déplacement. En effet, en octobre 2022, les autorités ont confirmé des cas de choléra dans la ZMPP, mettant fin à trois années

d'absence de cas. A la fin de l'année 2022, 18 469 cas suspects de choléra ont été signalés dans l'ensemble des 10 départements du pays.

Avec ses partenaires gouvernementaux et non-étatiques, l'OIM répond aux défis migratoires auxquels fait face Haïti en fournissant une assistance humanitaire aux migrants et en renforçant les capacités de l'Etat. L'OIM vise également à adresser les causes profondes de la migration irrégulière et du déplacement interne, réduire les mouvements forcés et la vulnérabilité des populations affectées, renforcer la résilience de la population aux différents risques rencontrés et ancrer la migration comme thème transversal dans les programmes de développement en lien avec les objectifs du Pacte mondial sur les migrations (GCM) et de la Déclaration de Los Angeles sur la migration et la protection. A travers ses activités, l'OIM contribue également à la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030.

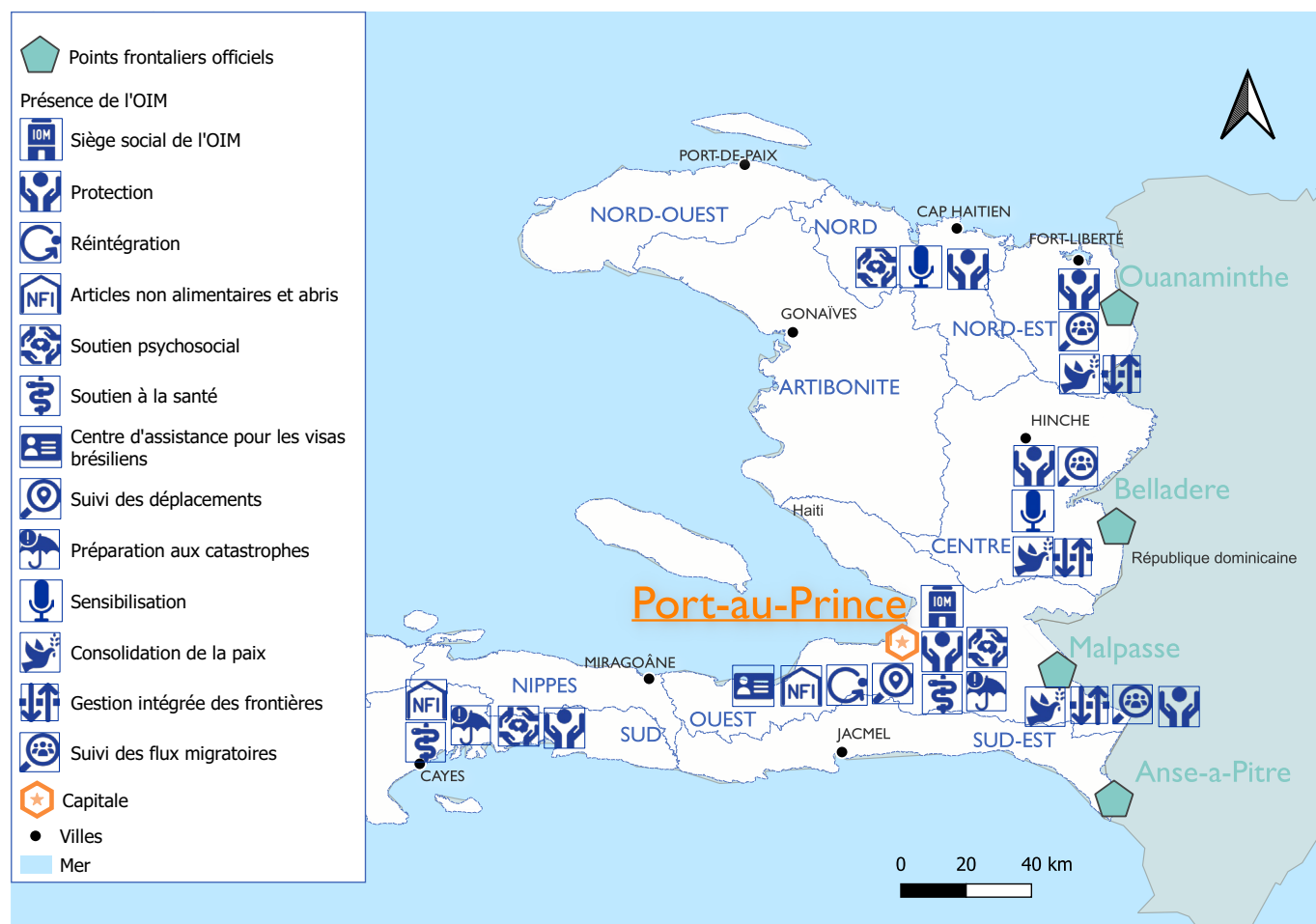


Activités de l'OIM Haïti 2022

2. L'OIM EN HAÏTI

L'OIM est présente en Haïti depuis 1994. En décembre 2022, l'OIM possédait six bureaux à travers le pays, avec un bureau central à Port-au-Prince. Alors que les activités en 2021 se focalisaient principalement sur la réponse au tremblement de terre, la majorité des projets menés en

2022 concernaient les déplacements internes dus à la violence et l'assistance fournie aux ressortissants haïtiens rapatriés des pays voisins (Etats-Unis, Bahamas, îles Turques-et-Caïques, République Dominicaine, etc.).



Carte : Présence de l'OIM en Haïti

Les opérations de l'OIM en Haïti s'inscrivent dans un certain nombre de domaines, notamment l'assistance d'urgence (y compris la distribution d'articles non-alimentaires, l'amélioration de la situation au niveau des abris et le suivi des mouvements de déplacements), la protection des migrants (y compris la réintégration de migrants, leur santé

physique et leur bien-être psychosocial et des campagnes de sensibilisation), la préparation aux catastrophes naturelles, l'assistance aux candidats pour les visas humanitaires pour le Brésil, la gestion des frontières (y compris le dialogue transfrontalier), et la mobilisation de la diaspora. Ainsi, les réalisations majeures de l'OIM en 2022 sont les suivantes :



En 2022, l'OIM a assisté un ensemble de **76,322** ménages avec des articles non-alimentaires, y compris des ménages de personnes en situation de déplacement interne.



43,000 bénéficiaires ont été assistés avec des transferts monétaires, entre autres pour promouvoir la relocalisation d'un site de déplacement vers un logement plus sécurisé et digne.



Pour pouvoir répondre d'une manière efficace et coordonnée aux différentes crises, l'OIM a enquêté **45,385** ménages



L'OIM a formé **578** personnes à la préparation aux catastrophes naturelles et à la construction d'abris durables.



L'OIM a formé **164** responsables à la gestion intégrée des frontières, y compris au rôle des différents services étatiques présents à la frontière et à la protection des migrants.



L'OIM a assisté **2,872** candidats dans les procédures consulaires et de visa.

En 2022, l'OIM a travaillé sur 32 projets combinant un total de 71,4 millions de dollars américains. Le travail de l'OIM Haïti a été soutenu par 16 bailleurs différents, la majorité des fonds étant dédiée aux activités de protection (37%), gestion des frontières (19%), coordination et gestion des

camps (17%) et préparation aux catastrophes (12%). Concernant les activités d'urgence, l'OIM Haïti avait lancé en décembre 2021 un appel au financement à hauteur de 87,5 millions USD pour couvrir les besoins urgents de 310 000 personnes (2022-2024)³.

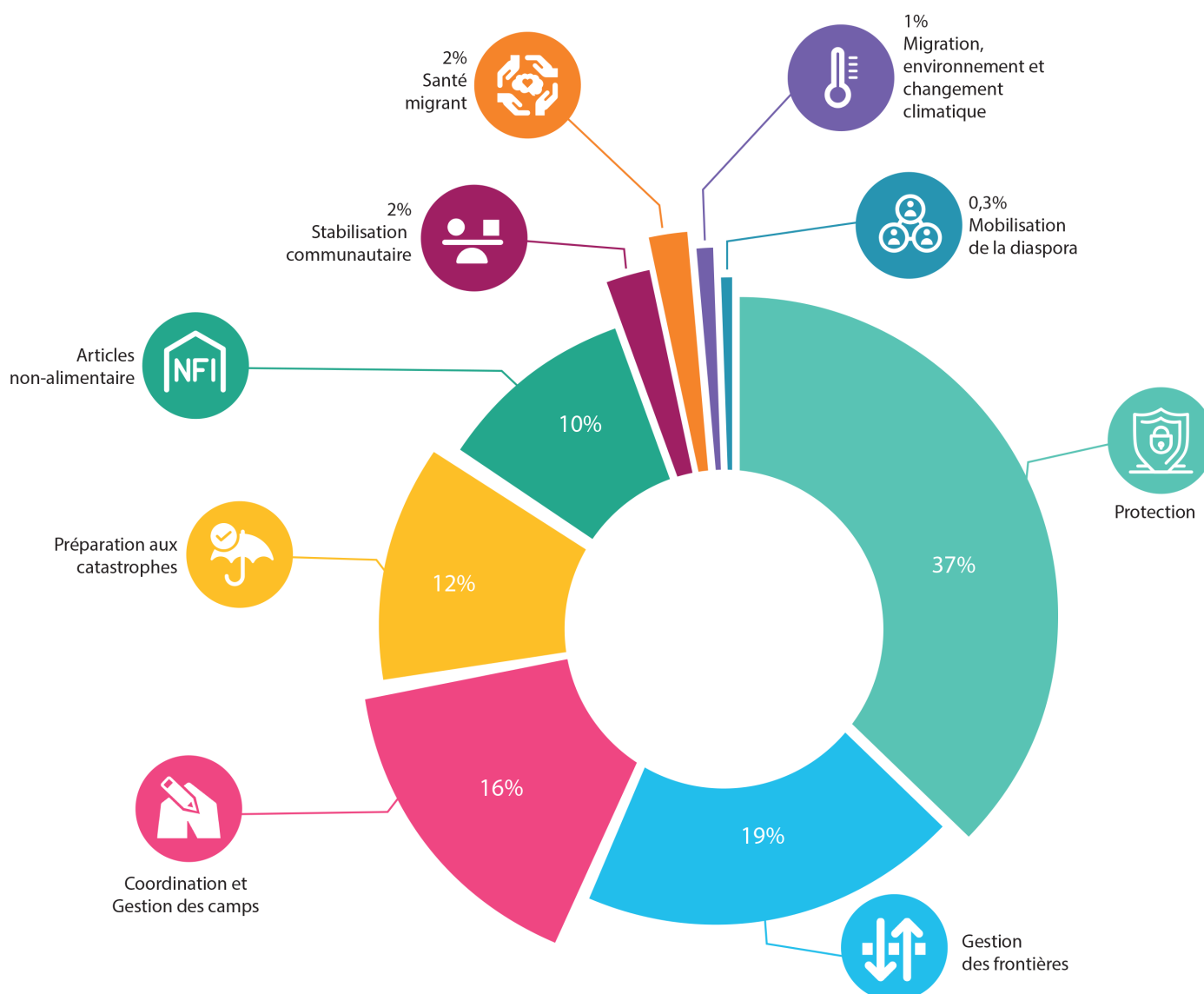
Bailleur	Montant (USD)
United States Agency for International Development (USAID)	19 400 000
Bureau for Humanitarian Assistance (BHA)	10 989 074
Service de la Commission européenne à la Protection Civile et Operations d'Aide Humanitaire Européennes (ECHO)	7 815 282
Fonds central d'intervention d'urgence (CERF)	7 400 000
Banque mondiale	7 200 000
Affaires mondiales Canada	6 951 660
Korea International Cooperation Agency (KOICA)	3 722 365
Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL)	2 370 264
Fonds pour la consolidation de la paix (PBF)	1 473 832
Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP)	958 091
Ministère des Affaires étrangères du Japon	900 000
Fonds de l'OIM pour le développement (IDF)	800 000
Bureau of Population, Refugees, and Migration (PRM)	790 808
Coopération suisse	384 720
Partenariats internationaux de l'Union européenne	263 934
UK Home Office	60 606
TOTAL	71 480 636

• Tableau : Budgets des projets actifs en 2022 par bailleur

³ Haïti Crisis Response Plan 2022-2024 | Global Crisis Response Platform (iom.int)

DOMAINE	MONTANT (USD)
Protection	26 393 879
Gestion de frontières	13 611 097
Coordination et gestion des camps	11 793 321
Préparation aux catastrophes	8 547 343
Articles non alimentaires	7 500 000
Stabilisation communautaire	1 473 832
Santé des migrants	1 361 165
Migration, environnement et changement climatique	600 000
Diaspora	200 000
TOTAL	71 480 637

• Tableau : Budget combiné des projets actifs en 2022 selon les domaines d'intervention



Graphique : Répartition du budget combiné des projets actifs en 2022 selon les domaines d'intervention

À la fin de l'année 2022 la Mission de l'OIM en Haïti comptait 186 employés provenant de 13 pays différents, travaillant dans les neuf unités suivantes :

- L'unité de **Protection** est responsable du suivi des cas individuels ayant des besoins de protection spécifiques tels les migrants mineurs non-accompagnés. Ce suivi inclut notamment la fourniture de services directs et le référencement vers des structures spécialisées. L'unité conseille également les autres unités de la Mission en matière de protection.
- L'unité **Coordination et Gestion des Camps** (CCCM) est responsable de la coordination de l'assistance aux PDI dans les sites de déplacement. L'unité met également en œuvre des activités de soutien psycho-social et de relocalisation des individus les plus exposés aux risques.
- L'unité **Abris et Articles Non Alimentaires** est responsable de la distribution d'articles non-alimentaires, la gestion des stocks et les activités de préparation aux catastrophes. L'équipe coordonne également les aides et les transferts monétaires.
- L'équipe de la **Gestion Intégrée des Frontières** (IBM) soutient le gouvernement d'Haïti en matière de gestion des frontières, y compris pour la coordination entre les différents services de l'Etat et pour la coopération transfrontalière.
- L'unité de **Gestion des Données** (DMU) est responsable de la collecte de données visant à analyser les différents flux de personnes (déplacements internes ou mouvements transfrontaliers).
- L'unité de **Soutien aux Programmes** (PSU) est responsable de la liaison avec les bailleurs de l'OIM, le développement de nouveaux projets et la soumission des rapports de projets. L'unité s'occupe également de la communication externe.
- L'unité de **Gestion des Ressources** est responsable de la bonne utilisation des ressources de la mission et de l'administration du bureau et du personnel. L'unité est composée de trois équipes : les ressources humaines, la finance et l'équipe de logistique et achats.
- Le bureau de la **Sécurité du Personnel** (OSS) compile des analyses sécuritaires et assure la sécurité du mouvement de personnel et de biens à travers le pays.
- De plus, l'OIM Haïti opère un **Centre d'Assistance pour des Demandeurs de Visa pour le Brésil** (BVAC). L'équipe du centre reçoit des demandeurs de visa et leur fournit un appui dans le cadre de la constitution du dossier de demande transmise au Consulat du Brésil.



2.1. ACTIVITÉS D'URGENCE



76,322 ménages en déplacement assistés (articles non alimentaires)



817 ménages de personnes en déplacement interne relocalisés dans des logements sûrs et dignes

En 2022, l'OIM Haïti a mis en œuvre de nombreuses activités d'urgence avec pour objectif de soutenir les populations mobiles, y compris les PDI en raison des violences de gangs et les migrants rapatriés en situation de vulnérabilité.

En 2022, les attaques de gangs pour piller et pour élargir leur zone d'influence faisaient partie de la vie quotidienne des résidents de Port-au-Prince. Alors que certains arrivent à trouver refuge chez des parents ou amis, beaucoup de PDI n'ont pas d'autre choix que de s'installer sur des places publiques ou dans la rue, dans des conditions d'extrême vulnérabilité. Pour fournir de l'assistance à ces personnes, l'OIM a distribué en 2022 des articles non-alimentaires et du matériel de construction à 76 322 ménages en déplacement. Grâce au soutien de l'OIM, 817 ménages ont eu la possibilité de quitter certains sites informels afin de louer des hébergements dans d'autres zones de la ZMPP, améliorant ainsi leur situation, notamment sécuritaire et de dignité. Le récit de Fritz-Gerald (page 15) en témoigne.

En réaction à l'épidémie de choléra l'OIM a lancé un appel en novembre 2022 pour répondre aux besoins des Haïtiens déplacés et a distribué 25 000 articles non alimentaires, y compris des kits d'hygiène, des couvertures et des tablettes de purification de l'eau.

Par ailleurs, l'OIM a fourni en 2022 de l'assistance à l'obtention de documents d'identité. En effet, alors que certains PDI n'ont jamais possédé de documents, d'autres les perdent pendant leur fuite. Un soutien psychosocial est également apporté aux PDI pour atténuer leur souffrance et renforcer leur capacité personnelle à améliorer leur situation. Dans le cadre des programmes d'urgence conduits en 2022, l'OIM a fourni un appui psychosocial à 1 840 personnes à travers des sessions de conseil individuel et de groupe. De plus, 8 000 personnes ont participé à des activités sociales, culturelles et sportives dans le cadre du programme de soutien psychosocial.



1,840 personnes en déplacement interne ayant reçu un soutien psychosocial à travers des sessions de conseil individuel ou en groupe



27,833 migrants rapatriés assistés à travers des transferts monétaires



Recherche d'informations auprès de **178,325** personnes en déplacement pour augmenter l'efficacité de la réponse d'urgence.



Activités de soutien psychologique

Pour répondre aux besoins des personnes en déplacement, l'OIM a également travaillé avec de nombreux acteurs et partenaires, notamment la Direction Générale pour la Protection Civile (DGPC), d'autres agences onusiennes et des organisations non gouvernementales (ONG). Pour coordonner les interventions des différents acteurs, une « Task Force PDI » a été créée à l'initiative de l'OIM. Cette dernière a joué un rôle essentiel dans la réponse aux déplacements dans la ZMPP en 2022. La coordination entre les différents acteurs a été soutenue par la diffusion de tableaux de bords produits par l'OIM à travers son système d'alerte, permettant aux acteurs humanitaires de localiser les PDI et de mieux comprendre leurs besoins immédiats et à plus long-terme. L'OIM a d'ailleurs favorisé la coordination inter-agences à travers sa participation dans divers groupes de travail ainsi qu'en assurant le co-lead du groupe sur la redevabilité vis-à-vis des populations affectées.

A travers son système d'alerte, l'OIM a évalué la situation de **178 325** personnes en déplacement. De plus, à travers un réseau robuste d'informateurs clés, l'OIM a effectué une évaluation continue de la situation sécuritaire et socio-économique dans **372** voisinages de la ZMPP entre mai et octobre 2022.

L'OIM, conjointement avec l'UNICEF et le PAM, a contribué en juin 2022 à assister certaines personnes bloquées dans le quartier de Cité soleil, se trouvant parmi les localités les plus affectées par les violences de gangs. De plus, en

réaction à la résurgence du choléra en Haïti en octobre 2022, l'OIM a lancé un appel au financement d'urgence et a soutenu les populations affectées à travers la distribution de **25 000** kits d'hygiène.

L'OIM a également fourni une assistance d'urgence aux Haïtiens rapatriés dans des conditions d'extrême vulnérabilité à leur retour au pays (voir histoire de Carline à la page 20). L'assistance de l'OIM consiste en la fourniture d'articles non alimentaires, le transfert monétaire (pour financer le trajet des migrants jusqu'à leur lieu d'origine), l'hébergement temporaire, la réunification familiale ainsi que le conseil psychologique. En 2022, un total de 27 833 migrants rapatriés a pu profiter de cette assistance. Dans le contexte du nombre croissant de rapatriements, l'OIM a ouvert en décembre 2022 un nouveau bureau à Cap Haïtien qui reçoit de plus en plus de migrants rapatriés. De plus, le bureau entreprend des activités de réintégration et de sensibilisation aux risques liés à la migration irrégulière.

Face à l'augmentation de rapatriements d'Haïtiens depuis la République dominicaine en novembre 2022 liée au décret 668-22 de Président Abinader, l'OIM a effectué un suivi continu de ces mouvements à la frontière et a assisté 3 377 personnes rapatriées, y compris à travers des activités de soutien psychologique et des aides pour le retour des migrants dans leurs lieux d'origine.



UN NOUVEAU TOIT ET LA POSSIBILITÉ DE RECOMMENCER

UNE NOUVELLE VIE



Fritz-Gerald

« Je me nomme Fritz-Gerald, je suis marié et père de 4 enfants. Un jour, sans crier gare, des hommes armés sont venus dans notre quartier pour tout saccager et ont mis la pagaille. Nous étions terrorisés et du jour au lendemain, comme tant d'autres familles, nous avons abandonné la maison avec ma femme et enfants, nous réfugiant sur la Place de Hugo Chavez, transformée en site d'hébergement.

Nous vivions très mal ce déplacement forcé. Sur place, on manquait de tout, nous n'avions même pas une tente pour nous protéger de la pluie. Et pour ajouter encore à nos malheurs, des employés de la mairie sont venus nous demander de plier bagages. Ma famille et moi avons erré un certain temps dans la rue comme des mendiants. C'était très dur ; et finalement, nous nous sommes abrités sous une passerelle. Nous n'étions pas les seuls, il y avait d'autres familles. Mais notre situation allait encore s'aggraver quand la police, cette fois-ci, nous a donné un ultimatum pour partir. Nous étions aux abois et vivions dans l'inquiétude.

Un jour une équipe de l'OIM est venue nous rendre visite. Ils ont pris nos noms et ont proposé de nous aider à payer un logement décent. Sans plus tarder, je me suis mis à la recherche d'un logement à louer et l'OIM nous a aidé avec 50 000 gourdes pour couvrir un bail de 12 mois. Grâce à ce soutien, ma famille et moi avons à nouveau un toit et la possibilité de recommencer une nouvelle vie. »

TÉMOIGNAGE PARTENAIRE LOCAL



Gina Jean-Louis

Depuis 2021, l'OIM collabore avec l'Initiative Citoyenne pour les Droits de l'Homme (ICDH), une organisation locale de défense et de promotion des droits humains, afin d'aider 1 650 personnes à obtenir des documents d'identité. Le travail est financièrement soutenu par le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) et l'Union Européenne. Gina Jean-Louis, qui travaille avec l'ICDH depuis sept ans, explique les défis quotidiens liés à l'assistance aux PDI.

« La plupart des camps sont situés à proximité des zones à risque. Travailler sur ces sites demande beaucoup de préparation : logistique et mentale. Tous les jours, il faut calculer les risques, se préparer à toute éventualité, et être déterminée et motivée.

Dans les sites, les gens sont méfiants et ne se confient pas tout de suite. Mais je comprends leur attitude, c'est une réaction normale et fréquente pour des personnes qui viennent de vivre des situations difficiles. Certains ont perdu des membres de leur famille ou des proches et d'autres ont assisté, impuissants, à l'incendie de leur maison. Ce sont des traumatismes qui marquent une personne à vie et je suis contente d'être là pour eux, d'être une oreille attentive et de pouvoir leur venir en aide.

Dans la précipitation, certains ont perdu leurs effets personnels en cours de route alors que pour d'autres il ne reste plus rien de leur ancienne vie, tout est parti en flammes. Il y a des cas plus difficiles, comme ceux qui n'ont jamais été enregistrés de toute leur vie. Juridiquement, ces personnes n'existent pas. Ils ne se souviennent même pas de leur date de naissance et hésitent à donner leur âge. Je dois noter toutes ces informations, chaque détail est utile pour lancer les recherches au niveau des différents bureaux de l'état civil. Cela demande une analyse au cas par cas. Les recherches peuvent aller jusqu'à 30 jours pour récupérer un extrait des archives surtout quand les naissances ne sont pas enregistrées. »

2.2. PROTECTION



2,067 migrants ayant reçu des services de protection directs



99 familles assistées à travers la réunification familiale



1,300 migrants ayant bénéficié d'une consultation médicale



1,479 personnes ayant assisté à une session de sensibilisation par rapport aux risques lié à la migration irrégulière

Les migrants transfrontaliers, internationaux, et internes sont souvent plus vulnérables à la violation de leurs droits humains en comparaison aux autres membres de la population. Dans le contexte migratoire d'Haïti, les risques auxquels les migrants sont exposés comprennent entre autres des actes de violence commis par des gangs, la traite humaine, des abus potentiels par les autorités, et l'impossibilité d'accéder aux soins de santé. En tant que thème transversal, la protection guide l'ensemble des interventions de l'OIM en Haïti. En 2022, une équipe dédiée de 18 employés a fourni des services de protection critiques à des migrants dans différentes situations, y compris à travers des services directs et des référencement de cas à des acteurs spécialisés, et a renforcé la capacité des acteurs étatiques à assurer la protection des migrants lors de formations et réunions de coordination.

En 2022, l'OIM a fourni des services de protection direct à un total de 2 067 migrants rapatriés, victimes de traite, mineurs non accompagnés, et victimes de violences basées sur le genre. Selon les besoins individuels, les migrants ont été assistés avec un soutien psychosocial, des examens médicaux ou encore la réunification familiale. Le 20 juillet 2022, l'OIM a assisté 300 migrants haïtiens, dont deux mineurs non accompagnés, à retourner en Haïti depuis la Turquie. Ces migrants s'étaient trouvés bloqués en Turquie, certains après avoir suivi de fausses promesses de passeurs qui garantissaient leur migration aux États-Unis ou en Europe. L'OIM a d'ailleurs fourni une assistance spécifique à des cas de traite, a développé des procédures opératoires pour la gestion des cas particuliers, et a initié la création de la Cellule de lutte contre la traite afin de réunir les acteurs principaux, dont fait partie le Comité national de lutte contre la traite.

Au cours de l'année 2022, l'OIM a assisté 99 familles à travers l'aide à la réunification familiale, dont la majorité impliquait des mineurs rapatriés depuis la République

dominicaine. En termes de besoins médicaux, 1 300 migrants ont bénéficié de consultations médicales avec l'OIM, qui a d'ailleurs soutenu la vaccination de 1 623 migrants contre la COVID-19 et a équipé quatre points d'entrée à la frontière avec des mesures de prévention contre la propagation du virus.

Pour couvrir certains besoins spécifiques, l'OIM a travaillé main dans la main avec un grand nombre de partenaires auxquels des cas de protection ont été transférés. En ce qui concerne l'assistance aux migrants mineurs non accompagnés, l'OIM a travaillé étroitement avec l'Institut du Bien-Être Social et de Recherches (IBESR), le Réseau Frontalier Jeannot Succès (RFJS) et le Groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés (GARR). Des cas de migrants en situation de handicap ont aussi été transférés à l'ONG Humanité et inclusion (HI). Médecins sans frontières (MSF) et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) ont été sollicités pour assister des victimes de violence basée sur le genre parmi les migrants assistés. Pour renforcer la capacité des acteurs étatiques, l'OIM a organisé des formations sur la protection de migrants pour un ensemble de 50 officiels de différentes autorités, y compris l'IBESR, l'Office National de la Migration (ONM) et la Police Frontalière d'Haïti (POLIFRONT).

Bien trop souvent, les migrants ne sont pas bien informés sur les risques liés à la migration irrégulière et des passeurs tirent profit de l'espoir des migrants. Les phrases enregistrées lors de groupes de discussion d'une campagne de sensibilisation dans le Département du Nord en août 2022 illustrent l'horreur que les migrants subissent à la merci des passeurs (page 20).

Au-delà de l'assistance aux migrants vulnérables, l'OIM a réalisé plusieurs campagnes de sensibilisation aux risques liés à la migration irrégulière. Entre le 4 et le 9 août 2022, l'OIM a mené une campagne auprès de 1 337 participants dans le département du Nord dans les localités de Bord de mer de Limonade, Les Borgnes, Balan et Cap Haïtien. Ces localités sont des points de départs pour de nombreux migrants essayant d'aller aux Etats-Unis en bateau. Grace

à cette campagne, l'OIM a sensibilisé la population aux risques liés à cette migration, notamment la traite humaine, en organisant des groupes de discussion, en diffusant un message à travers un camion sonore, et en organisant des peintures participatives sur la thématique de la migration, inspirées des échanges et des histoires partagées par les migrants et la population locale.



Peinture murale

A Anse-à-Pitre, à proximité de la frontière avec la République dominicaine, fortement affectée par la traite humaine, l'OIM a mené la campagne "PaleVerite" auprès des élèves, avec un nombre total de 142 participants. Le but de cette campagne était de fournir plus d'informations quant

aux risques encourus lors de flux migratoires irréguliers. La campagne était composée d'une série de conférences, de la diffusion d'annonces à la radio, et d'un atelier de peinture pendant lequel les élèves ont pu interpréter leur compréhension de la migration irrégulière.



Campagne Pale Verité

Les besoins des individus et des communautés sont au cœur des opérations de l'OIM, et c'est à ces populations que l'OIM rend compte de ses activités. Pour assurer la qualité et la pertinence des programmes, l'OIM Haïti met à disposition plusieurs canaux à travers lesquels les membres des populations affectées peuvent entrer en contact avec l'OIM, notamment des groupes de discussions, des réunions communautaires, des entretiens, les réseaux sociaux et le numéro vert de l'OIM (8840). Par ailleurs, des enquêtes spécifiques sont menées pour recueillir les avis des bénéficiaires par rapport aux activités de l'OIM.

Au cours de l'année 2022, 1 517 appels ont été reçus à travers le numéro vert, qui est géré par des professionnels en soutien psychosocial. La majorité des appelants (805 personnes, soit 53%) étaient des PDI, qui appelaient depuis le département de l'Ouest. Typiquement, ce groupe de personnes demande des informations par rapport aux aides à la relocalisation. Des appels de PDI ont également été reçus depuis le département du Sud, se trouvant parmi les départements les plus affectés par le tremblement de terre de 2021, ainsi que depuis tous les autres départements.

DÉPARTEMENT	PDI	MIGRANT RAPATRIÉ	AUTRE	NOMBRE TOTAL D'APPELS
Ouest	805	370	12	1 187
Nord	2	29	0	31
Nord-Est	0	8	0	8
Nord-Ouest	0	8	2	10
Sud	85	38	3	126
Sud-Est	2	14	0	16
Nippes	0	14	0	14
Grand'Anse	3	1	2	6
Artibonite	1	100	0	101
Centre	3	15	0	18
TOTAL	901	597	19	1 517

• Tableau : Appels reçus sur le numéro vert en 2022 selon département et situation de l'appelant

PHRASES ENREGISTRÉES AUPRÈS DES PARTICIPANTS AUX GROUPES DE DISCUSSION DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE DE SENSIBILISATION DANS LE DÉPARTEMENT DU NORD EN AOÛT 2022



- « Je ne souhaite pas entreprendre un tel voyage à nouveau. Depuis que je suis retourné chez moi, j'ai peur d'aller au bord de la mer. »
- « Le voyage était très difficile. J'ai entendu des bruits de tambour, les chants de coq. C'est comme si je rêvais ; j'ai l'impression d'être toujours dans le rêve. »
- « Je ne peux me pardonner ce que j'ai fait à mon frère. Je l'avais encouragé à entreprendre ce voyage, car je pensais que c'était notre seul espoir de sortir de nos problèmes. Mais, voilà, je me suis attiré plus de problèmes. J'ai perdu mon frère. Je l'aimais beaucoup. »
- « Une fois qu'on vous met dans la cale du bâtiment, vous ne savez pas ce qui se passe. C'est comme si on vous a mis dans votre tombe. Ça fait peur. »
- « Si j'étais informée avant, je ne serais pas pris dans ce piège. Souvent des gens viennent nous demander nos enfants, promettant d'en prendre soin comme les leurs. Pourtant, c'était pour en faire leurs petits domestiques. »

L'HISTOIRE DE CARLINE

Carline⁴ est une mère célibataire rapatriée de la République dominicaine en compagnie de sa fille de 3 ans. Elle a passé 3 jours dans un centre carcéral à Elias Piña. Elle vit à La Romana, en République dominicaine depuis qu'elle a émigré avec sa mère à l'âge de 10 ans.

29 juillet 2022, 6 heures du matin, une fine pluie s'abat sur la ville de La Romana quand soudain Carline entend du bruit à la porte. Ce sont des agents de l'immigration dominicaine qui font irruption dans sa maison. Ils ne lui laissent même pas le temps de ramasser ses affaires personnelles qu'elle se trouve déjà dans un camion en compagnie d'une dizaine d'autres compatriotes haïtiens. C'est la deuxième fois de sa vie qu'elle est arrêtée par les agents de la direction générale de la migration pour être rapatriée en Haïti. La première fois elle n'a pas gardé un bon souvenir et les conséquences de ce traumatisme avaient pris du temps avant de s'atténuer.

Pour cette deuxième fois, les sentiments ne sont pas meilleurs. Pire encore pour cette fois, Carline est enfermée en compagnie de sa fille dans la même cellule au milieu d'une centaine d'autres migrants en situation irrégulière. Carline doit rassembler toutes ses forces pour ne pas sombrer. Elle prie et passe la nuit sans pouvoir fermer l'œil, veillant sur sa fille en attendant le lever du jour.

Après 3 jours d'incarcération, Carline est finalement rapatriée au niveau du point frontalier de Belladère/ Elias Piña. C'est un petit soulagement pour elle mais cela sera de courte durée vu qu'elle doit maintenant affronter un futur incertain dans un pays en crise qu'elle a laissé depuis 18 ans. En dépit de tout, elle ne voit plus sa vie en Haïti et compte retourner à La Romana avant la fin de l'année. Carline se sent déchirée et humiliée dans son for intérieur de mère, de femme forte. Elle s'inquiète par-dessus tout pour l'avenir de sa fille en République dominicaine.

⁴ Nous utilisons un nom d'emprunt car elle n'a pas voulu signer le formulaire de consentement audio-visuel de l'OIM.

2.3. PRÉPARATION AUX CATASTROPHES



154 154 techniciens formés dans la construction de logements résistants



461 461 personnes ayant participé à un exercice de simulation d'urgence majeure

Haïti est le pays de la région des Caraïbes le plus affecté par des événements climatiques majeurs, notamment des tremblements de terre, des ouragans, et des inondations. Le 14 août 2021, un tremblement de terre d'une magnitude de 7,2 a frappé les départements du Grand Sud causant 2 200 morts et 12 000 blessés selon la DGPC. À la suite du séisme, 137 500 maisons ont été détruites ou endommagées, alors que certaines communautés affectées se trouvaient toujours dans la phase de restauration des dégâts causés par l'ouragan Matthew en 2016.



Pour soutenir les populations affectées et mieux faire face à ces catastrophes naturelles, l'OIM travaille sur deux axes : premièrement, l'Organisation se concentre sur l'apport d'expertise en termes de construction mieux adaptée et plus résiliente aux désastres naturels ; deuxièmement, l'OIM travaille avec les autorités et acteurs locaux afin d'augmenter leur capacité à agir de manière préparée et coordonnée en cas de catastrophe. En plus des activités d'urgences déclenchées par le tremblement de terre de 2021, l'OIM a soutenu les autorités à organiser des travaux de réparation de l'infrastructure locale dans les départements de Grande-Anse, des Nippes et du Sud, ciblant 2 500 personnes à travers des activités de travail rémunéré en espèces (« cash for work »). Ainsi, 13 hôpitaux ont été réparés par la population, y compris les installations



13 hôpitaux réparés et équipés en infrastructures solaires

sanitaires et infrastructures solaires. En coordination avec les ingénieurs du ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC), l'OIM a évalué l'état de 286 bâtiments publics dans trois départements. De plus, 154 techniciens ont été formés en 2022 à la construction de logements résistants « Build Back Safer » et ont contribué, entre autres, à la réhabilitation de huit abris d'évacuation dans les localités d'Arcahaie, Cabaret, Anse à Pitres, Grand Gossier, Petit trou (Nippes) et Plaisance du Sud.

Depuis son bureau aux Cayes, l'OIM soutient également la reconstruction de logements résilients gérés par les propriétaires, en mettant l'accent sur les zones rurales isolées particulièrement touchées par le tremblement de terre de 2021. De cette manière, l'OIM, en coopération avec le réseau des Centres d'appui à la reconstruction dans le Grand Sud, augmente la demande de logements plus résistants par les propriétaires et forme des professionnels de la construction. En 2022, 28 formateurs ont été formés à la construction de maisons en briques et bois développées par les ingénieurs de l'OIM et résistant aux tremblements de terre et ouragans. Les formateurs formeront ensuite des maçons afin de multiplier le nombre de constructions résilientes dans la région.



En 2022, l'OIM a également travaillé sur le renforcement des capacités des autorités à agir en cas de catastrophe. En 2022, un total de 227 personnes, y compris des agents de la DGPC, ont été formés à la gestion des abris d'évacuation. Aussi, en octobre et novembre 2022, un exercice de simulation de cas d'urgence majeure a été mené par l'OIM dans les départements de Nippes, Sud-est, Ouest et Nord, durant lequel un total de 461 personnes, y compris les autorités départementales et locales, la Croix-Rouge, la police, certaines écoles et des membres de comités communaux, ont pu tester leurs capacités de réponse à mieux agir en cas de catastrophe.



Pour mieux faire face aux conséquences d'évènements climatiques majeurs, l'OIM contribue également à la gestion d'un « pipeline » pour l'achat d'articles non-alimentaires. Cet effort permet aux partenaires locaux ou internationaux de commander des articles de l'entrepôt OIM depuis un site web pour distribution en cas d'urgence. En 2022, 10 partenaires ont utilisé le pipeline afin de s'approvisionner en articles non-alimentaires et 15 personnes ont été formées à l'utilisation du pipeline. Plus que 15 000 articles non alimentaires ont été fournis à travers le pipeline depuis octobre 2022.

TÉMOIGNAGE D'UNE BÉNÉFICIAIRE

“ Oliame Sherline, cheffe de ménage de 33 ans, née dans la localité de Cherisemé dans la commune des Cayes, est mère d'un garçon de trois ans. Elle habite avec les cinq membres de sa famille, y compris sa grand-mère âgée, qui ne peut plus se déplacer de façon autonome. Le séisme du 14 août 2021, qui a frappé la péninsule Sud d'Haïti a aussi touché la famille de Sherline.

La maison de Sherline a été endommagée par le séisme, sans occasionner de dégâts humains. Les premiers mois suivant le séisme, Sherline a utilisé des bâches pour fermer les ouvertures au niveau du toit dues aux dégâts. Le toit en tôle était en mauvais état avant même le séisme. Maintenant, lorsqu'il pleut, l'eau dégouline à l'intérieur de l'habitation. Cette situation était particulièrement difficile pour la grand-mère. Sherline travaille comme institutrice dans une école de sa localité. En tant que membre d'une fanfare de la commune, Sherline se sert aussi de son talent de musicienne pour augmenter ses revenus. Cependant, l'activité de la fanfare reste

très occasionnelle, l'essentiel des engagements étant lié aux cérémonies funèbres. Le faible revenu de Sherline n'était pas suffisant pour pouvoir penser à une réparation de la maison.

À la suite d'un constat des dégâts, l'OIM, grâce à un financement du CERF, a fourni à Sherline, ainsi qu'à 499 ménages dans les communes des Cayes, de Cavaillon, de Saint-Louis-du-Sud et de Camp-Perrin, un kit d'abri destiné à effectuer des réparations des maisons endommagées.

Dès l'annonce du soutien, Sherline a déclenché la réflexion sur la réparation de sa maison. Elle a fini par s'organiser pour recouvrir le toit avec la nouvelle tôle, en ajoutant de la tôle galvanisée pour recouvrir une plus grande surface. Elle conclut : « Après les travaux de réparation de la toiture, l'exposition aux intempéries est limitée et la grand-mère peut dormir sur ses deux oreilles. Nous remercions l'OIM et ses partenaires tout en souhaitant que l'accompagnement puisse continuer puisque les défis auxquels doit faire face ma famille restent énormes ».



2.4. SOUTIEN À L'OBTENTION DE VISAS



6,588 6 588 demandes de rendez-vous pour effectuer un dépôt de dossier



2,872 visas fournis dans le cadre de deux programmes avec le soutien de l'OIM



11,784 appels traités par le Centre d'appel



34,906 courriels reçus pour suivi

Pour contribuer à une migration plus sûre, ordonnée et régulière, l'OIM fournit un soutien administratif afin de faciliter les procédures de demande de visas sur requête officielle des gouvernements pertinents. En Haïti, l'OIM fournit actuellement un soutien à l'obtention de visas pour les ressortissants d'Haïti souhaitant migrer au Brésil à travers deux programmes : le programme de visa pour la réunification familiale (**VITEM XI**) pour les membres spécifiques de la famille d'un ressortissant Haïtien vivant déjà au Brésil et le programme de visa humanitaire (**VITEM III**) pour des Haïtiens ayant trouvé un travail au Brésil. L'objectif des deux programmes est de renforcer les canaux de migration régulière, d'améliorer l'information chez les potentiels candidats et d'assurer une meilleure protection des migrants.

Alors que les autorités consulaires du Brésil demeurent les seuls responsables de l'octroi de visas pour le Brésil, le centre d'assistance de l'OIM (Brazilian Visa Application Center, CAVB) facilite la procédure de demande de visa en préparant les dossiers et la documentation nécessaire.

L'OIM a ainsi mis en place un système intégré pour répondre aux demandes à temps et pour communiquer de manière efficace avec les potentiels migrants.

Le centre offre un processus sécurisé de prise de rendez-vous et de gestion des demandes en donnant la possibilité de prendre rendez-vous en ligne ou avec l'aide du personnel du centre par un service courriel et publie des informations claires et pertinentes à travers le site web du centre. Le personnel du centre aide les candidats à remplir les formulaires et examine leurs documents en termes d'exactitude des informations et du profil exigé avant que la demande ne soit transmise au consulat du Brésil pour analyse et considération. Le centre digitalise également les demandes et les transmet en ligne. Une fois le dossier examiné par l'équipe consulaire, le personnel du centre récupère les visas ainsi que les dossiers par voie sécurisée et les transmet aux candidats. Ceux n'ayant pas reçu de décision favorable en sont informés et la documentation leur est remise.



Centre de Demande de Visa Brésilien

2.5. GESTION DES FRONTIÈRES

164 officiers formés à la gestion intégrée des frontières, y compris au rôle des différents services étatiques présents à la frontière et à la protection des migrants

17 réunions transfrontalières organisées pour échanger sur la protection des migrants et la vérification de documents

123 acteurs de la société civile formés dans la médiation et la gestion de conflits transfrontaliers

La République d'Haïti partage une frontière de 392 kilomètres de long avec la République dominicaine. Les divergences socio-économiques significatives entre les deux pays encouragent la migration d'un grand nombre d'Haïtiens chaque année, dont la majorité emprunte des voies irrégulières. Selon les chiffres du dernier sondage national de l'immigration en République dominicaine (ENI 2017), un demi-million d'Haïtiens sont enregistrés en République dominicaine. Le chiffre effectif d'Haïtiens sur le territoire de la République dominicaine pourrait être plus haut.

La frontière est traversée quotidiennement par des commerçants et des populations habitant à proximité. Des conflits locaux liés à ce passage ainsi qu'au traitement des Haïtiens par les autorités dominicaines surgissent régulièrement. A la fin de l'année 2022, une hausse du nombre de rapatriements depuis la République dominicaine a exacerbé la situation humanitaire à la frontière, où l'OIM assiste régulièrement des migrants rapatriés, y compris des mineurs et femmes enceintes (voir chapitre sur les activités d'urgences et la protection). La frontière entre les deux pays est également affectée par la traite humaine et autres activités illicites, telle la contrebande d'armes.

Afin de mieux gérer ces problématiques transfrontalières, l'OIM a apporté son soutien aux acteurs étatiques concernés. En coordination avec la Direction de l'Immigration et l'Emigration (DIE), la douane, et POLIFRONT, l'OIM a créé des procédures opérationnelles standards définissant les tâches des trois agences à la frontière et a formé plusieurs responsables de chaque agence. Ainsi, en 2022, l'OIM a organisé la formation d'un ensemble de 164 officiers impliqués dans la gestion de la frontière. Lors des formations, les agents ont acquis des connaissances liées au rôle de chaque agence, à la protection des droits des migrants, et aux signes aidant à détecter les cas de traite de personnes.

Afin d'améliorer la coopération entre les services haïtiens et dominicains, l'OIM a facilité 17 réunions de travail entre les autorités des deux côtés de la frontière, notamment entre POLIFRONT et CESFRONT, la police des frontières de la République Dominicaine, afin d'échanger sur la protection des migrants et la vérification de documents délivrés par les deux états. En 2022, l'OIM a également fourni un appui matériel, en effectuant des réfections de bureaux de la POLIFRONT et en procurant des outils de bureaux et des infrastructures solaires aux centres de délivrance de documents d'identités dans les départements à proximité de la frontière.

Par ailleurs, le travail de l'OIM à la frontière est effectué en étroite collaboration avec les autorités civiles, notamment les représentants des municipalités situées proches de la frontière faisant partie des tables de dialogue local, et la société civile. En 2022, 123 acteurs de la société civile ont été formés à la médiation et la gestion de conflits durant des formations de trois jours à Belladère, Ouanaminthe et Anse-à-Pitres, permettant de renforcer le rôle que ces acteurs jouent dans la résolution de conflits et dans le bon déroulement des relations transfrontalières.



POLIFRONT : Police des frontières haïtiennes

2.6. MOBILISATION DE LA DIASPORA

50 associations de la diaspora ayant participé à une consultation avec le Gouvernement haïtien, coordonnée par l'OIM

Soutien aux campagnes de sensibilisation « Build Back Safer » de l'OIM Washington en Haïti

Une initiative de cartographie de la diaspora en cours de révision

Les migrants haïtiens vivant à l'étranger maintiennent généralement des liens forts avec leur pays d'origine et contribuent de manière significative à son développement économique. En vertu d'un protocole d'accord signé en juin 2018, le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Étranger (MHAVE) et l'OIM Haïti travaillent en étroite collaboration et se consultent sur toutes les questions d'intérêt commun liées à la migration et à la diaspora.

Aussi, MHAVE a exprimé son besoin d'obtenir une cartographie de la diaspora afin de développer des mécanismes permettant d'inclure de manière constructive cette dernière dans les plans de développement nationaux. L'OIM Haïti, dans le cadre d'un projet financé par le Fonds de développement de l'OIM (IDF, en anglais) développera ainsi une cartographie pilote des professionnels haïtiens vivant au Canada avec pour objectif de créer une meilleure compréhension des caractéristiques de la diaspora et de promouvoir l'engagement de la population haïtienne à l'étranger en identifiant ses compétences, ses besoins, ses défis, et les opportunités d'engagement. Cela permettra de façonner une relation plus stratégique et mutuellement

bénéfique entre Haïti et la diaspora et de renforcer la capacité du gouvernement à engager la diaspora de manière plus efficace et durable.

L'OIM Haïti collabore également avec des groupes de la diaspora haïtienne afin de soutenir plusieurs initiatives. Depuis 2018, l'OIM Haïti travaille avec son bureau à Washington et les groupes de la diaspora haïtienne y reliés. En réponse au tremblement de terre du 14 août 2021, l'OIM Haïti a coordonné et dirigé une consultation entre le gouvernement haïtien et plus de 50 associations de la diaspora haïtienne aux États-Unis, au Canada, au Brésil, au Chili, en Europe, entre autres. Cette consultation a permis à la diaspora haïtienne de s'exprimer directement auprès du gouvernement haïtien concernant son engagement à reconstruire le sud d'Haïti après le tremblement de terre. L'OIM a également facilité la création d'un partenariat entre une organisation de la diaspora (HRA) et la fondation Digicel afin d'aider à la reconstruction de nombreuses écoles endommagées par le tremblement de terre, et a soutenu une association de la diaspora pour réhabiliter 12 maisons.



Le MHAVE et l'OIM Haïti travaillant en étroite collaboration

3. PERSPECTIVES 2023

La crise sécuritaire et politique dans laquelle Haïti se trouve depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse en juillet 2021 continue. Aujourd'hui, il y a peu de visibilité sur une éventuelle concrétisation d'une intervention internationale sollicitée par le Premier Ministre et le Secrétaire General des Nations Unies en 2023. L'Etat n'est pas en mesure de contrôler les gangs, qui continuent à contrôler une grande partie de la capitale et lancent des attaques contre la population au quotidien. Depuis janvier 2023, Haïti ne dispose plus de représentants élus. La préparation d'élections générales en 2023, ou bien un nouveau report des élections, pourrait créer des tensions additionnelles.

L'exode d'Haïtiens qualifiés semble s'accélérer avec le programme de visa annoncé par l'administration Biden en janvier 2023, dans le cadre duquel 30 000 visas pour les États-Unis seront délivrés à des ressortissants de Cuba, Nicaragua, Venezuela et Haïti chaque mois. Au début de l'année 2023, les autorités haïtiennes avaient déjà communiqué sur l'augmentation rapide des demandes de passeports par les citoyens voulant bénéficier du programme.

Compte tenu de cette situation, l'OIM continuera en 2023 à fournir une assistance humanitaire aux populations affectées, y compris les personnes en déplacement et les migrants internationaux. Par ailleurs, l'OIM adressera les causes profondes de la migration irrégulière et du déplacement interne en renforçant la cohésion sociale et les mécanismes de prise de décision au niveau local.

Au-delà de l'assistance immédiate, l'OIM se prépare pour la saison cyclonique de 2023 en accumulant des stocks d'articles non-alimentaires et en renforçant les capacités des autorités pertinentes à répondre à de tels événements. L'OIM accompagnera également l'Etat à gérer la migration à l'international, en promouvant des canaux de migration réguliers pour les Haïtiens, y compris pour les plus vulnérables et en contrecarrant les impacts négatifs de la migration (exode des cerveaux), tout en engageant les Haïtiens à l'étranger.

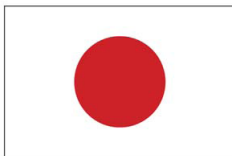


4. PARTENAIRES

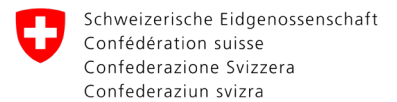
Merci aux partenaires ayant soutenu les activités de l'OIM en 2022



Aide humanitaire
et Protection civile



From
the People of Japan





Tél. : +(509) 29477746
ocom@iom.int
haiti.iom.int

11 rue E. Pierre, Tabarre 27,
Port-au-Prince, Haiti
f i X @IOMHaiti